







## **Recherche documentaire**

État des lieux des enquêtes nationales clés relatives à la perception des risques par les Français ces 10 dernières années



**FÉVRIER 2023** 









#### Contexte et enjeux de la recherche documentaire.

Dans le cadre du projet Skarabée, l'Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles et Technologiques (AFPCNT) a fait appel à l'Ifop pour la réalisation de « L'Enquête de perception sur les freins et leviers du citoyen responsable face aux risques naturels et technologiques » auprès de 10 000 interviewés (dont 400 issus des DROM-COM).

La présente recherche documentaire se donne pour objectif de dresser la liste des enquêtes d'échelle nationale lancées ces 10 dernières années sur le sujet de la perception des risques naturels et technologiques par les Français. La recherche vise à proposer des adaptations pertinentes au questionnaire qui sera adressé aux enquêtés. En aval du terrain, elle permettra de mettre en perspective les recherches historiques avec les résultats de l'enquête, et ainsi d'analyser la manière dont le regard des Français a évolué sur la question des risques naturels et technologiques. Pour chacune des enquêtes identifiées, la méthodologie et les principaux enseignements de l'étude seront rappelés.

\*\*\*









### Table des matières

Contexte et enjeux de la recherche documentaire	2
Octobre et novembre 2022, « Enquête de notoriété sur la journée du 13 octobre » (Ifop pour l'AFPCNT)	4
Septembre 2022, « Les Français et le nucléaire : adhésion et traits d'image » (Ifop pour Le JDD)	6
Mai 2022, « Enquête ESER 2022 : Les Français face aux risques environnementaux : quelle prise conscience en 2022 ? » (IPSOS pour le Ministère de la transition écologique et de la Cohésion de territoires)	es 7
<b>Novembre 2021</b> , « Baromètre 2022 ISRN - <i>La perception des risques et de la sécurité par les Fra</i> » (Harris interactive pour l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire)	-
Octobre 2021, « Les Français et les risques naturels » (Harris interactive pour Assurance préven	-
Mai 2021, « Etude PRIOR – Pratiques et perceptions des risques par les habitants riverains de la de l'Orbiel » (PRIOR pour Santé publique France, l'Université de Toulouse Jean Jaurès et le CNR.	
<b>Décembre 2020</b> , « Enquête de population sur le risque inondation dans le Gard et les commune héraultaises du Vidourle » (Enov pour le département du Gard)	
Octobre 2019, « Baromètre Fiducial sécurité des Français » (ODOXA pour Fiducial)	17
<b>Décembre 2017</b> , « L'évaluation de la culture du risque inondation en Île-de-France » (IPSOS pou l'EPTB Seine Grands Lacs)	
<b>Novembre 2017</b> , « <i>L'opinion mondiale face au changement climatique</i> » (Ifop pour WWF)	19
Juin 2016, « Les Français et les catastrophes naturelles » (Ifop pour la CCR)	20
<b>2016</b> , « Sondages sur la perception du risque d'inondation des populations riveraines du Rhône la Saône » (BVA pour la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes)	
Juillet 2013, « Ma commune face aux risques majeurs – Enquête auprès des maires des Hautes- Pyrénées » (Le Centre Pyrénéen des Risques majeurs)	
Juillet 2008, « Les Français et l'énergie nucléaire après l'incident du Tricastin » (Ifop pour Le Mo	-
Autres sources	26
Que retenir de cette recherche documentaire ?	29
Contacts	32









Octobre et novembre 2022, « Enquête de notoriété sur la journée du 13 octobre » (Ifop pour l'AFPCNT)<sup>1</sup>.

#### Méthodologie.

La notoriété de la journée du 13 octobre a été mesurée sous la forme de deux phases d'enquête. La première en amont de la journée du 13 octobre et la seconde en aval, selon les conditions suivantes :

- Auprès d'un échantillon de 2150 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, dont 2006 personnes interrogées en métropole et 144 dans les départements d'outre-mer et Collectivités d'outre-mer (DROM-COM) pour la vague 1. Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 29 septembre au 3 octobre 2022;
- Auprès d'un échantillon de 2124 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, dont 2004 personnes interrogées en métropole et 120 dans les départements d'outre-mer et Collectivités d'outre-mer (DROM-COM) pour la vague 2. Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 28 octobre au 7 novembre 2022.

La représentativité de l'échantillon a été assurée pour les deux vagues par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

#### Principaux enseignements.

L'enquête a été menée pour l'Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles et Technologiques (AFPCNT) qui, dans le cadre du projet Skarabée, promeut le « citoyen résilient » et la « culture du risque » via l'organisation de la journée du 13 octobre en France. L'étude réalisée par l'Ifop a eu pour objectif de mesurer la notoriété de cet évènement.

Même si la journée du 13 octobre est peu identifiée par les Français, elle bénéficie néanmoins d'a priori très positifs. Les personnes interrogées reconnaissent volontiers l'utilité de l'organisation d'une telle journée, dans la mesure où ils considèrent que les catastrophes naturelles et industrielles seront plus fréquentes dans les années à venir, et qu'il sera par

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Les résultats complets de cette étude sont disponibles sur le site de l'Ifop.

<sup>-</sup> Pour la vague 1 : <a href="https://www.ifop.com/publication/enquete-de-notoriete-sur-la-journee-du-13-octobre/">https://www.ifop.com/publication/enquete-de-notoriete-sur-la-journee-du-13-octobre/</a>

<sup>-</sup> Pour la vague 2 : <a href="https://www.ifop.com/publication/enquete-de-notoriete-sur-la-journee-du-13-octobre-vague-2/">https://www.ifop.com/publication/enquete-de-notoriete-sur-la-journee-du-13-octobre-vague-2/</a>









conséquent capital de s'y préparer. Ce constat est exprimé avec d'autant plus de force de la part des habitants des DROM-COM qui – du fait d'une plus forte exposition aux risques de catastrophes naturelles – expriment un intérêt plus marqué pour la journée, ainsi qu'un besoin plus fort en matière d'information et de prévention à l'égard de ces catastrophes.









**Septembre 2022**, « Les Français et le nucléaire : adhésion et traits d'image » (Ifop pour Le JDD)<sup>2</sup>.

#### Méthodologie.

L'enquête a été réalisée en ligne du 8 au 9 septembre 2022 auprès d'un échantillon de 1003 personnes représentatif des Français âgés de 18 ans et plus (exclusivement en France métropolitaine). La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

#### Principaux enseignements.

Dans un contexte de guerre en Ukraine, où se pose la question de la dépendance et du réapprovisionnement énergétique, l'Ifop s'est intéressé au rapport des Français à l'énergie nucléaire.

Les Français se positionnent comme tout à fait favorables à la production d'énergie nucléaire en France et même au développement de nouveaux réacteurs nucléaires dans les prochaines années. Ainsi, bien que de nombreuses qualités lui soient attribuées — notamment le fait qu'elle représente la garantie de l'indépendance énergétique française — les Français reconnaissent la dangerosité de l'énergie nucléaire. Ce soutien à la production d'énergie nucléaire montre ainsi la primauté de la gouvernance énergétique sur les risques technologiques.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Les résultats complets de cette étude sont disponibles sur le site de l'Ifop : https://www.ifop.com/publication/les-français-et-le-nucleaire-adhesion-et-traits-dimage/









Mai 2022, « Enquête ESER 2022 : Les Français face aux risques environnementaux : quelle prise de conscience en 2022 ? » (Ministère de la transition écologique et de la Cohésion des territoires)<sup>3</sup>.

#### Méthodologie.

L'enquête s'adresse aux individus âgés de 18 ans et plus, résidant en France. Elle couvre la France métropolitaine et les DROM (à l'exception de Mayotte). Les interviews se sont déroulées en mai 2022.

L'enquête a été réalisée auprès de **4 687 Français âgés de 18 ans et plus**. Parmi eux, deux échantillons représentatifs de la population métropolitaine (1 497 enquêtés) et de la population des départements d'outre-mer (hors Mayotte : 701 personnes interrogées) ont été constitués selon la méthode des quotas : genre, âge, catégorie socioprofessionnelle (PCS niveau 1) de la personne de référence du ménage, type d'agglomération, région de résidence et statut d'occupation du logement. La collecte des données a été effectuée par Ipsos, pour le compte du service statistique du Ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires (CGDD/SDES)..

En France métropolitaine, un échantillon complémentaire de 2 498 personnes a été enquêté dans des communes identifiées comme étant exposées à des risques spécifiques :

- Risque d'inondation : communes où la majorité de la population réside dans l'enveloppe approchée des inondations potentielles (EAIP débordement de cours d'eau et EAIP submersion marine);
- **Risques technologiques** : communes dans lesquelles se trouvent des installations industrielles classées Seveso et communes situées à moins de 20 km d'une centrale nucléaire en activité.

Au terme de la collecte, l'enquête a permis d'interroger 1 774 personnes dans des communes exposées à des risques industriels, 262 personnes vivant à proximité de centrales nucléaires en activité, 1 666 personnes exposées à un risque d'inondation (dont 7 % à un risque de submersion), 602 personnes exposées à un risque sismique moyen (en métropole) ou fort (en outre-mer) et 619 personnes vivant dans des départements d'outre-mer fréquemment confrontés à des cyclones ou des ouragans. Parmi ces enquêtés, 2 609 sont exposés à un seul risque, 926 à deux risques et 148 à trois risques. Enfin, 1 004 personnes ont été enquêtées dans des communes qui ne sont pas considérées comme exposées aux risques référencés.

\_

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Une synthèse des résultats est disponible sur le lien suivant : <a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/les-français-face-aux-risques-environnementaux-quelle-prise-de-conscience-en-2022-0?rubrique=43&dossier=200">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/les-français-face-aux-risques-environnementaux-quelle-prise-de-conscience-en-2022-0?rubrique=43&dossier=200</a>



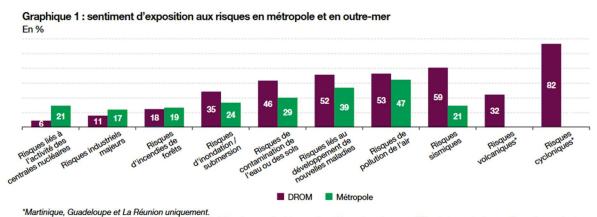






#### Principaux enseignements.

Sur la question de l'exposition aux risques environnementaux auxquels ils sont confrontés, les réponses entre les Français habitant en métropole et ceux habitant dans les DROM-COM divergent de manière significative. Le principal risque qui apparaît dans les DROM-COM est le risque cyclonique, devant les risques sismiques, la pollution de l'air, le développement de nouvelles maladies et la contamination des sols et de l'eau. En revanche, les résidents en métropoles évoquent principalement la pollution de l'air, suivi de la pollution des sols et de l'eau. De plus, les risques technologiques (industriels ou nucléaires) sont de plus grandes sources de préoccupation en métropole que dans les DROM-COM.



waa unique, Guauenoupe et La reunion uniquement.

Note: le graphique présente la part des réponses « Oui, je suis exposé » à la question « Nous allons évoquer différents types de risques. Pour chacun d'entre eux, vous me direz, si là où vous habitez, vous pensez y être exposé ».

Champ: population résidant en France métropolitaine et dans les DROM (hors Mayotte).

Source: SDES, enquête sur le sentiment d'exposition aux risques, 2022

Quant à l'intensité de l'exposition aux risques, les habitants des départements d'outre-mer se montrent également beaucoup plus soucieux, principalement en ce qui concerne les risques cycloniques et sismiques. Peu de répondants déclarent se sentir très fortement exposés à un risque technologique (les habitants d'Outre-mer, qui se sentent deux fois moins exposés que ceux de la). Assez métropole logiquement, les répondants résidant à proximité de l'un de ces risques se sentent plus exposés que les autres. Toutefois, une large part des métropolitains résidant à proximité de zone inondable ou potentiellement exposés à des risques industriels semblent l'ignorer.

Les tempêtes et les cyclones sont les évènements auxquels les Français déclarent le plus avoir été exposés (principalement les ultramarins, avec plus de 70%). La précédente vague de cette enquête (2013) avait permis d'identifier que l'intensité du sentiment d'exposition était notamment liée au fait d'avoir déjà vécu par le passé ces mêmes crises.

En matière d'information sur ces risques, les métropolitains mentionnent en premier lieu les médias, suivis des collectivités locales. Les ultramarins citent également les médias en premier, mais Internet en deuxième pour se renseigner sur ces risques. Près de la moitié des





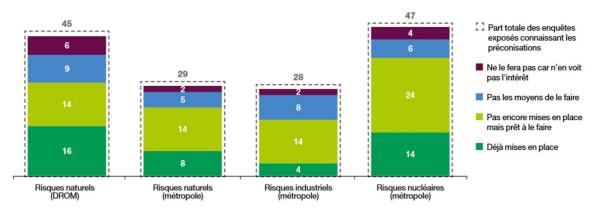




Français estime par ailleurs que les lois et règlementations mises en œuvre sont efficaces pour protéger les biens et les personnes face à ces risques.

Moins de la moitié des personnes exposées à des risques ont déclaré qu'ils connaissaient les actions qui étaient mises en place par les pouvoirs publics pour éviter/ lutter contre ces mêmes risques.

Graphique 3 : connaissance et mise en oeuvre des préconisations par les Français effectivement exposés En %



Note de lecture : dans les DROM, 45 % des enquêtés exposés à des risques naturels au regard de leur commune de résidence déclarent connaître les actions préconisées par les pouvoirs publics pour que les ménages se protègent des risques naturels. 16 % des personnes exposées à ces risques les ont déjà mises en place.

place.

Note: dans les DROM, la catégorie « risques naturels » concerne les enquêtés exposés à des inondations, des cyclones/ouragans et des séismes (niveau fort). En métropole, cette catégorie intègre les personnes vivant dans des communes exposées à des risques d'inondation et de séismes (niveau moyen).

Champ: populations exposées aux différents risques au regard de leur commune de résidence.

Source: SDES, enquête sur le sentiment d'exposition aux risques, 2022

« Contrairement à ce qui avait pu être observé en 2013, une majorité des habitants des départements d'outre-mer estime que c'est d'abord aux pouvoirs publics d'agir pour éviter ou limiter les éventuels dégâts (56 %, contre 47 % en 2013). Inversement, les Métropolitains considèrent davantage que c'est à chacun d'agir pour se protéger face à ces risques (51 %, contre 44 % dans les DROM ».









Novembre 2021, « Baromètre 2022 ISRN - La perception des risques et de la sécurité par les Français » (Harris interactive pour l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire)<sup>4</sup>.

#### Méthodologie.

L'enquête a été réalisée en ligne du **15 au 22 novembre 2021** auprès d'un échantillon de **2003 personnes** représentatif des Français âgés de 18 ans et plus (exclusivement en France métropolitaine). La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

L'enquête est la deuxième conduite sur Internet, les vagues de 1990 à 2019 ayant été réalisées par téléphone auprès d'un échantillon de 1000 répondants. En 2020, lors du passage du mode de recueil téléphonique vers le mode online, les deux méthodes ont été réalisées simultanément.

#### Principaux enseignements.

Le baromètre IRSN, mesure tous les ans les perceptions des risques et de la sécurité par les Français depuis 1990 au travers de **4 grands axes** : les préoccupations principales des Français, leur regard sur la science et l'expertise, leur perception des situations à risque et leur opinion sur le nucléaire.

#### 1) Les préoccupations principales des Français.

En 2022 les deux principales préoccupations des Français *ex-aequo* sont la santé et le dérèglement climatique (en hausse, et qui atteint un niveau de préoccupation jusque-là jamais atteint). Cette édition du baromètre confirme également une tendance à la baisse des préoccupations sécuritaires et sociales. Le risque nucléaire reste en revanche stable, mais demeure à un niveau bas de préoccupation des Français, même lorsque l'actualité est marquée sur des sujets nucléaires comme par exemple la construction de nouveaux EPR (qui n'a par conséquent pas accru la crainte à l'égard des risques nucléaires).

Sur la question plus spécifique des préoccupations environnementales, c'est le dérèglement climatique qui se détache de manière particulièrement nette par rapport aux autres sujets (devant la disparition d'espèces animales, dommages liés aux catastrophes naturelles). Les

\_

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Les résultats complets de cette étude sont disponibles sur le site de l'IRSN : https://barometre.irsn.fr/





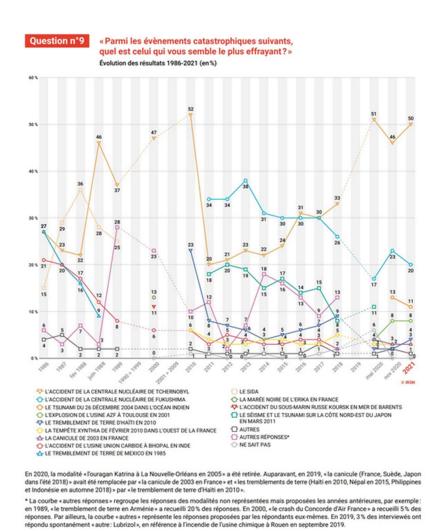




préoccupations environnementales, moins globales que les dérèglements climatiques, sont ainsi reléguées au second plan.

« Il est probable qu'un lien de causalité soit établi par de nombreux répondants entre le dérèglement climatique et ses conséquences environnementales plus particulières que les catastrophes naturelles et les effets induits sur la nature et l'environnement, ce qui les amène à privilégier la modalité la plus large au détriment des autres<sup>5</sup> » (page 11).

Depuis 2019, l'incident nucléaire reste le risque technologique le plus craint par les Français, qui est jugé l'évènement catastrophique le plus effrayant.



#### 2) Le regard des Français sur la science et l'expertise

\_

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> https://barometre.irsn.fr/barometre2022/#p=11

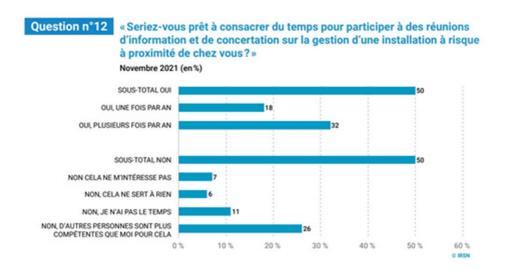








En 2021, les conséquences de la pandémie continuent de reculer, puisque l'opinion à l'égard de la science s'améliore sensiblement cette année (par rapport à 2020). Les Français interrogés exigent même d'être mieux informés, avec un accès facilité et plus de transparence à l'égard des résultats d'expertise. Ils restent en revanche beaucoup plus partagés en ce qui concerne la participation directe à l'égard des processus de décision et au suivi des installations, préférant déléguer plutôt ces tâches à des tiers.



#### 3) Les Français et les situations à risque

En 2021, les trois principaux risques perçus comme les plus élevés sont respectivement : la pollution de l'air, le cancer et le terrorisme. Le risque de pandémie diminue par rapport à l'édition précédente, et « les risques relatifs à l'industrie nucléaire » enregistre un score historiquement bas.

Enseignement important, a été introduite la distinction de la perception des risques « pour l'ensemble des Français » et des risques « pour soi ». Il en résulte l'observation suivante : tous les risques, sans exception, sont perçus comme plus faibles pour soi que pour les Français en général.

#### 4) Les Français, le nucléaire et la sûreté

Les Français sont sensiblement plus favorables au nucléaire que l'année précédente. L'indépendance énergétique de la France redevient un enjeu majeur, et il passe à un regard devenu bienveillant en 2022 sur le programme nucléaire français. Concernant les tendances de long terme, l'opinion n'a jamais été aussi favorable (depuis 1990) à la construction de nouvelles centrales nucléaires.









# Octobre 2021, « Les Français et les risques naturels » (Harris interactive pour Assurance prévention)<sup>6</sup>.

#### Méthodologie.

L'enquête a été réalisée en ligne du **24 au 30 septembre 2021** auprès d'un échantillon de **2999 personnes** représentatif des Français âgés de 18 ans et plus (exclusivement en France métropolitaine). L'étude s'appuie sur la méthode des quotas, et un redressement a été appliqué aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle au niveau régional ; et région et taille d'agglomération de l'interviewé(e) au niveau national.

#### Principaux enseignements.

Cette enquête, commanditée par Assurance prévention, a été réalisée dans le cadre de la « Journée internationale pour la prévention des catastrophes naturelles » organisée par l'ONU depuis 2009. Cette étude porte sur le rapport des Français aux risques naturels aujourd'hui, notamment s'ils se sentent concernés par d'éventuels risques et leur niveau de préparation s'ils venaient à y faire face.

Le premier enseignement de cette étude est qu'il existe chez les Français une forme de crainte à l'égard des catastrophe naturelles – émanant principalement de la perception de risques, certes lointains (intervenant dans le monde entier), mais particulièrement graves et destinés à s'accentuer. Malgré cette conscience que les risques naturels prendront de l'ampleur dans le futur, la perception dominante est en effet celle d'une gravité du risque naturel qui décroît à mesure que l'on considère son environnement régional ou immédiat. Sans doute peut-il être considéré comme un sentiment de relative préservation dans l'immédiat. De fortes disparités à l'égard de l'importance et de ce sentiment d'accentuation des risques naturels sont observées selon les régions.

De plus, une question a été posée pour tenter de cadrer ce que les Français comprenaient par « risques naturels ». Il en ressortait principalement l'association de ces risques aux inondations, tempêtes, notamment liées au changement climatique.

Un autre enseignement est que les Français sont relativement bien informés à l'égard des risques naturels (en général et près de chez eux), mais souffrent d'un déficit de connaissance sur les dispositifs préventifs à suivre à l'égard de ces derniers, reportant par extension la responsabilité et leur confiance sur des acteurs de proximité en cas de risque naturel.

En conséquence, même si la probabilité que certains risques comme les risques naturels liés à la température interviennent dans leur zone d'habitation, leur préparation personnelle pour

\_

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> Les résultats complets de cette étude sont disponibles sur le site d'Harris Interactive : <a href="https://harris-interactive.fr/opinion\_polls/les-français-et-les-risques-naturels/">https://harris-interactive.fr/opinion\_polls/les-français-et-les-risques-naturels/</a>









y faire face reste faible. De plus, les bons gestes à adopter dans ces situations sont connus de manière inégale, selon le type de risque.









Mai 2021, « Etude PRIOR – Pratiques et perceptions des risques par les habitants riverains de la vallée de l'Orbiel » (PRIOR pour Santé publique France, l'Université de Toulouse Jean Jaurès et le CNRS)<sup>7</sup>.

#### Méthodologie.

Les inondations de 2018 ont réactivé les inquiétudes à l'égard de la pollution des anciens sites miniers dans la vallée de l'Orbiel. C'est dans ce contexte que Santé publique France a souhaité interroger les riverains de la Vallée de l'Orbiel, notamment sur leurs inquiétudes, questionnements, attentes et connaissances en rapport avec le territoire. Plus précisément, les commanditaires de l'études ont cherché à mieux connaître les riverains au prisme des éléments suivants :

- Les conditions de vie
- Les pratiques et activités ordinaires
- La perception de la santé et de ses évolutions
- Le sentiment d'inégalités que peut générer la situation
- Leurs attentes

PRIOR s'est appuyé dans le cadre de cette enquête sur 4 méthodologies d'enquête :

- Un questionnaire, auprès d'environ 1000 habitants de la Vallée de l'Orbiel (du village des Martyrs jusqu'à Trèbes). Les répondants ont été tirés au sort et contactés via un courrier postal. Ils ont ensuite eu la possibilité de répondre via un internet ou le téléphone. Le questionnaire était d'une durée de 45 min, et la passation a débuté fin janvier 2021.
- **Des entretiens individuels** auprès d'une trentaine d'habitants (pour approfondir la question des parcours de vie)
- **Des entretiens collectifs** (de 5 à 6 habitants par groupe) afin de permettre une confrontation des points de vue.
- **Des observations**, afin d'accompagner les habitants dans une activité spécifique (retour principalement sur ses pratiques et les risques éventuels qu'il accepte ou tente de contrôler).

\_

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> Les résultats complets de cette étude sont disponibles sur le site de Santé publique France : https://www.santepubliquefrance.fr/determinants-de-sante/pollution-et-sante/sols/documents/depliant-flyer/etude-prior-pratiques-et-perceptions-des-risques-par-les-habitants-riverains-de-la-vallee-de-l-orbiel









Décembre 2020, « Enquête de population sur le risque inondation dans le Gard et les communes héraultaises du Vidourle » (Enov pour le département du Gard)<sup>8</sup>.

#### Méthodologie.

L'enquête a été réalisée par téléphone du 2 au 19 décembre 2020 auprès d'un échantillon de 1514 personnes représentatif des résidents du département du Gard ou de l'une des communes du bassin versant du Vidourle situées dans l'Hérault, âgés de 15 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge et profession de l'interviewé, après stratification par bassin versant et niveau de risque communal.

#### Principaux enseignements.

Le premier enseignement de cette enquête est la diminution du risque inondation, notamment en raison de crues majeures similaires à celles enregistrées en 1988 et 2002. De même, les souvenirs des précédentes inondations tendent à s'estomper, caractérisés notamment par un manque de connaissance de l'inondabilité de son logement.

Les riverains manquent également d'informations sur le risque inondation (moins de 1/3 des riverains déclarent qu'ils ont reçu des informations sur le sujet), informations principalement relayées par les mairies. De plus, en dehors des périodes de crues, une baisse de la vigilance à l'égard de ce risque est observée: près de 2/3 des habitants ne recherchent pas d'informations lors de ces périodes. Ce manque de connaissance et de recherche d'informations se traduisent par une faible notoriété des sites dédiés au risque inondation, des repères de crues (y compris dans les communes à fort risque).

Malgré ce manque de connaissance globale, les mesures/précautions à prendre en cas d'inondation sont de mieux en mieux assimilées. Le taux d'équipement, bien que stable, reste en revanche faible car ne déclarent être équipés qu'un quart environ des résidents.

Les communes sont toujours considérées comme le principal acteur en capacité de réduire le risque inondation. Les actions qui sont jugées les plus efficaces pour lutter contre le risque inondation dans ces communes sont l'interdiction de construire en zone inondable et le meilleur entretien des rivières.

satellite/%5Bnoe%5D noe/Observatoire/Rapport d%C3%A9taill%C3%A9 sondage CD30 ENOV D%C3%A9c20 20\_VF.pdf

<sup>&</sup>lt;sup>8</sup> Les résultats complets de cette étude sont disponibles sur le site de noe : https://noe.gard.fr/fileadmin/mediatheque-









Octobre 2019, « Baromètre Fiducial sécurité des Français » (ODOXA pour Fiducial)<sup>9</sup>.

#### Méthodologie.

L'enquête a été réalisée en ligne les **16 et 17 octobre 2019** auprès d'un échantillon de **1001 personnes** représentatif des Français âgés de 18 ans et plus (exclusivement en France métropolitaine). La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, niveau de diplôme et profession de l'interviewé, après stratification par région et catégorie d'agglomération.

#### Principaux enseignements.

Cette enquête réalisée pour Fiducial s'intéresse au rapport des Français plus spécifiquement aux risques industriels et technologiques, sujet revenu dans le débat public dans le contexte de l'incendie de Lubrizol qui a eu lieu à Rouen le 26 septembre 2019.

On retient de cette enquête que sur l'ensemble des risques industriels, ce sont les activités nucléaires et chimiques qui représentent la plus grande source de préoccupation des Français. De plus, les Français déclarent très majoritairement être mal informés sur ce type de risque et qu'ils ne sauraient pas comment réagir si l'un de ces accidents venait à se produire près de chez eux. C'est le cas tout particulièrement en ce qui concerne les risques des installations chimiques, crainte sans doute exacerbée par l'actualité, en l'occurrence l'incendie de Lubrizol. Preuve de ce manque criant d'information, un tiers des Français ne sait même pas s'il réside à proximité d'un site industriel classé Seveso.

Pour autant, les Français reconnaissent la nécessité d'être bien informé face à ces risques. Les risques industriels et technologiques sont également particulièrement craints. Plus de la moitié des personnes interrogées se positionne en faveur d'un renforcement des normes de sécurité. Ces derniers se disent préoccupés notamment par les négligences ou erreurs humaines, ou encore des problèmes de sécurité liés au terrorisme.

<sup>9</sup> Les résultats complets de cette étude sont disponibles sur le site d'Odoxa :









**Décembre 2017**, « L'évaluation de la culture du risque inondation en Île-de-France » (IPSOS pour l'EPTB Seine Grands Lacs)<sup>10</sup>.

#### Méthodologie.

L'enquête a été réalisée en ligne du **12 au 19 décembre 2017** auprès d'un échantillon de **1000 personnes** représentatif des Franciliens âgés de 18 ans et plus (exclusivement en France métropolitaine). La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée, département, catégorie d'agglomération, résident dans une zone inondable ou non-inondable).

#### Principaux enseignements.

Le sondage réalisé par IPSOS mesure le niveau de connaissance des franciliens à l'égard des inondations, c'est-à-dire leur connaissance d'un point de vue historique (les grandes crues s'étant produites par le passé), mais également les comportements à adopter si une nouvelle inondation devait advenir dans un futur plus ou moins proche. Dans une optique de développement de la culture du risque dans la région Île-de-France, il s'attache également à mesurer les attentes de ses habitants en matière d'information à l'égard du risque inondation.

Premier enseignement, même si une grande majorité de franciliens a entendu parler d'au moins une crue dans leur région par le passé (et qui concerne beaucoup plus la Seine que la Marne), la proportion d'interviewés ayant eu une connaissance précise reste marginale. Cette méconnaissance des crues historiques s'accompagne d'une méconnaissance dans les faits de la réalité locale, les franciliens surestimant leur exposition à une inondation.

L'autre enseignement mis en avant par cette enquête est la minimisation des risques en cas d'inondation. Moins de 20% des franciliens interviewés considèrent qu'en cas d'inondation de grande ampleur, les conséquences peuvent s'étendre sur une durée supérieure à un mois. De même, la grande majorité d'entre eux pense qu'en cas d'inondation, ils ne seraient pas amenés à quitter leur logement.

Pour autant, les habitants de la région qui ont été interrogés apparaissent comme particulièrement demandeurs d'informations de la part des pouvoirs publics, puisqu'ils reconnaissent eux-mêmes leur manque d'informations sur le sujet. D'autant que 80% des répondants déclarent reconnaître l'importance de la prévention face à ce risque puisqu'ils considèrent qu'il est important en amont de s'organiser avec ses voisins, amis, famille pour faire face le jour où il y aurait une inondation.

<sup>&</sup>lt;sup>10</sup> Les résultats complets de cette étude sont disponibles sur le site d'Episeine : https://episeine.fr/sites/default/files/atoms/files/sondage\_ipsos\_2017.pdf









**Novembre 2017**, « *L'opinion mondiale face au changement climatique* » (Ifop pour WWF)<sup>11</sup>.

#### Méthodologie.

L'enquête a été réalisée en ligne du **28 septembre au 5 octobre 2017** auprès d'un échantillon de **1001 personnes** représentatif des Français âgés de 18 ans et plus (exclusivement en France métropolitaine). Un échantillon représentatif de 1000 personnes environ ont également été interrogés dans les pays suivants : USA, Australie, Allemagne, Italie et Chine. La représentativité de l'échantillon français a été assurée par la méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, niveau de diplôme et profession de l'interviewé, après stratification par région et catégorie d'agglomération.

#### Principaux enseignements.

Les principaux risques jugés les plus préoccupants sont les risques liés aux changements climatiques, devant les risques alimentaires et les risques liés au nucléaire. Le principal risque identifié du fait du dérèglement climatique est le renforcement des phénomènes météorologiques extrêmes du type ouragans, cyclones ... Pour la majorité, la crainte se fait déjà sentir, puisque la majorité des Français considère que les conséquences du réchauffement climatique se font déjà sentir. La peur des risques climatiques (évènements climatiques extrêmes tels que les ouragans, cyclones, canicule ...) est par ailleurs identifiée par ces derniers comme le principal motif les incitant à agir pour l'environnement.

<sup>&</sup>lt;sup>11</sup> Les résultats complets de cette étude sont disponibles sur le site de l'Ifop : https://www.ifop.com/publication/lopinion-mondiale-face-au-changement-climatique/









Juin 2016, « Les Français et les catastrophes naturelles » (Ifop pour la CCR)<sup>12</sup>.

#### Méthodologie.

L'enquête a été réalisée en ligne du **10 au 13 juin 2016** auprès d'un échantillon de **1003 personnes** représentatif des Français âgés de 18 ans et plus (exclusivement en France métropolitaine). La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

#### Principaux enseignements.

L'enquête a été réalisée par l'Ifop pour la Caisse centrale de réassurance (CCR) pour mettre en lumière la perception des Français à l'égard des catastrophes naturelles.

Les Français associent spontanément les catastrophes naturelles majoritairement aux inondations, séismes, tsunamis, cyclones et tempêtes. Alors que ces derniers se déclarent très majoritairement inquiets à l'égard des catastrophes naturelles, ils sont en revanche bien moins nombreux à se sentir concernés. Les Français admettent être dans l'ensemble relativement bien informés (50% déclarent qu'ils sont « très bien » ou « assez bien » informés sur le sujet des risques de catastrophes naturelles). Pour nuancer ce constat, l'enquête souligne toutefois que la communication autour des catastrophes naturelles reste optimisable. Parmi ces 50% de Français qui se déclarent « bien informés », seuls 6% s'estiment dans les faits « très bien informés » sur les catastrophes naturelles.

20

<sup>&</sup>lt;sup>12</sup> Les résultats complets de cette étude sont disponibles sur le site de l'Ifop : https://www.ifop.com/publication/les-français-et-les-catastrophes-naturelles/









**2016**, « Sondages sur la perception du risque d'inondation des populations riveraines du Rhône et de la Saône » (BVA pour la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes)<sup>13</sup>.

#### Méthodologie.

L'enquête a été réalisée par téléphone auprès d'un échantillon de 3804 personnes résidant dans les communes riveraines du fleuve Rhône, de la frontière Suisse à la mer. Ce dispositif a également été reproduit la même année, cette fois-ci étendu à la rivière Saône entre la convergence avec le Doubs et celle avec le Rhône, soit un échantillon de 1010 riverains interrogés (sur 137 communes).

#### Principaux enseignements.

L'enquête sur la culture du risque initiée par la DREAL a été réalisée 4 fois : en 2006, 2009, 2013 et 2016. Le dispositif, reproduit à l'identique en 2016 permet de mesurer les principales évolutions à l'égard de la culture du risque des populations riveraines du Rhône (il s'agit de la première vague d'enquête en ce qui concerne la Saône).

Les principaux constats en 2016 sont les suivants :

- En 2016, malgré une très bonne mémoire des crues historiques, aussi bien de la part des riverains du Rhône et de la Saône, l'absence de crue majeure ces dernières années a eu pour effet de baisser la vigilance de ces derniers. La crainte est dépassée par une forme de relativisme, qui avait été principalement notifié en 2013 (par comparaison avec 2009 et 2006).
  - O Des riverains qui redoutent le risque inondation et s'estiment pour la majorité bien informés. Les interviewés expriment une crainte à l'égard du futur, puisqu'une majorité d'entre eux estime que les inondations seront plus nombreuses que par le passé. Plus de la moitié des riverains s'estime bien informée des risques d'inondations, et s'informe sur le sujet principalement via les médias traditionnels, notamment sur le sujet des premiers gestes en cas d'inondation.
  - Qui font état d'un déficit de connaissance en ce qui concerne plus concrètement les risques d'inondations auxquels leur domicile peut être plus concrètement confronté. De plus, les dispositifs publics de préventions (PCS, DIRCRIM ...) sont très largement méconnus.

<sup>&</sup>lt;sup>13</sup> Les résultats complets de cette étude sont disponibles sur le site du plan Rhone : <a href="https://www.plan-rhone.fr/publications-131/sondages-sur-la-perception-du-risque-d-inondations-des-populations-riveraines-du-rhone-et-de-la-saone-1695.html?cHash=9b304e14561d3e4fce7af7f6d6150bd3</a>









- Une volonté exprimée de la part des riverains d'être plus impliqués et intégrés dans les processus de réflexion ou d'action mis en place par les pouvoirs publics. Cette crainte d'inondations pour le futur, couplée au manque de connaissances en ce qui concerne leur propre situation ainsi que des dispositifs publics déjà mis en place, entraîne une situation dans laquelle les riverains expriment une volonté de dialogue et de concertation accrus avec les pouvoirs publics. Ils s'estiment en effet lésés lors des décisions dans ce domaine, puisqu'ils n'y sont pas associés, de même que plus de communication de leur part – critiques tournées principalement vers la mairie, considérée comme l'acteur le plus légitime selon eux.









Juillet 2013, « Ma commune face aux risques majeurs – Enquête auprès des maires des Hautes-Pyrénées » (Le Centre Pyrénéen des Risques majeurs)<sup>14</sup>.

#### Méthodologie.

Un questionnaire « Ma commune face aux risques majeurs » a été envoyé à tous les maires du département des Hautes-Pyrénées. La passation du questionnaire s'est faite par un envoi postal du questionnaire papier, accompagné d'un courrier expliquant les objectifs de l'enquête, ainsi qu'une enveloppe prétimbrée avec adresse de retour. Les envois ont été effectués en mars 2013, suivi d'une relance électronique. Le département des Hautes-Pyrénées est composé de 474 communes (dont une très grande majorité de « petites communes »). Parmi elles, 123 communes ont répondu au questionnaire (soit 1 commune sur 4).

#### Principaux enseignements.

L'objectif de cette enquête est de mieux connaître la perception des risques majeurs du point de vue des élus locaux (maires) sur ces territoires, particulièrement exposés aux risques naturels et technologiques. Elle vise à évaluer les points forts des politiques publiques relatives à cet aspect sur le territoire, ainsi que de mieux cerner les besoins des communes dans le but d'accroître leur résilience face aux risques majeurs.

La grande majorité des élus déclare bien ou très bien connaître les risques majeurs pouvant concerner leur commune, ainsi que les zones exposées du territoire communal. Le rapport mentionne que ce résultat n'est pas surprenant dans la mesure où les maires de ce type de communes sont généralement bien implantés, en poste pendant plusieurs mandats, ce qui justifie leur très bonne connaissance du territoire.

Les trois principaux risques cités sont des risques naturels (et non technologiques): Les séismes, suivis des tempêtes et inondations. Le rapport mentionne que les consciences des élus sont ainsi très proches de la réalité (en matière d'évaluation du type de risque pouvant survenir), mais qu'ils sous-estiment en revanche la survenance de ces phénomènes sur leur propre territoire.

Une majorité déclare en effet ne jamais avoir vécu d'évènement ayant causé un dommage. De plus, dans une très grande majorité de communes, le personnel n'a pas ou peu été formé sur la question des risques majeurs. Le rapport précise que dans les communes de moins de 500 habitants, aucun personnel communal n'est présent et les maires se retrouvent souvent seuls pour faire face à ces situations de crise.

https://www.ifop.com/publication/les-francais-et-lenergie-nucleaire-apres-lincident-du-tricastin/

<sup>14</sup> Les résultats complets de cette étude sont disponibles sur le site de l'Ifop :









Une majorité de maires connaît les obligations réglementaires en matière de risques majeurs, mais ils estiment en revanche ne pas être suffisamment informés. En effet, près de 90% des maires interrogés déclarent ne pas connaître le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRiM), principalement au sein des plus petites communes. Le Plan Communal de Sauvegarde (PCS) est en revanche beaucoup mieux identifié, et plus d'un tiers des communes déclare en posséder un. La moitié des répondants déclare avoir connaissance du site Internet « Risques Majeurs dans les Hauts Pyrénées ».

Par ailleurs, deux-tiers des communes n'ont pas mis en place d'informations préventives destinées à la population, mais prévoient de prendre en compte les risques majeurs dans leurs grands travaux d'aménagement au sein de leur commune.

Les élus reconnaissent l'importance des risques majeurs, et jugent que les priorités sur lesquels les efforts devraient être concentrés sont la gestion de crise et l'information des populations.

Les principaux freins soulignés pour une gestion plus efficace des risques majeurs sont exaequo le manque de moyens financiers, et le manque de moyens humains, devant le manque de connaissances et le manque d'expertise.









Juillet 2008, « Les Français et l'énergie nucléaire après l'incident du Tricastin » (Ifop pour Le Monde)<sup>15</sup>.

#### Méthodologie.

L'enquête a été réalisée en ligne le 18 juillet 2008 auprès d'un échantillon de **1009 personnes** représentatif des Français âgés de 18 ans et plus (exclusivement en France métropolitaine). La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

#### Principaux enseignements.

Interrogés sur les risques qu'ils jugent les plus préoccupants en matière d'environnement, les Français citent majoritairement des risques naturels liés aux changements climatiques et les risques liés à la pollution des eaux, juste devant le risque nucléaire — qui n'est cité que par un quart des Français, malgré le contexte de l'incident nucléaire du Tricastin et la fuite d'une solution contenant de l'uranium qui a entraîné une contamination des rivières environnantes. Les risques industriels ne sont cités comme préoccupants que par une minorité de répondants (15%). Les conséquences d'un tel incident, comme celui du Tricastin, sont perçues comme particulièrement graves. Les acteurs dans lesquels les répondants ont le plus confiance pour les informer en cas d'incident nucléaire sont, dans l'ordre : les associations de protection de l'environnement, l'Autorité de Sûreté Nucléaire et les élus locaux. Ceux en qui ils ont le moins de confiance sont en revanche Areva et le gouvernement.

\_

<sup>&</sup>lt;sup>15</sup> Les résultats complets de cette étude sont disponibles sur le site de l'Ifop : https://www.ifop.com/publication/les-français-et-lenergie-nucleaire-apres-lincident-du-tricastin/









#### **Autres sources**

Sont mentionnées ci-dessous les sources dont les informations concernant la méthodologie ou encore les résultats de l'enquête ne sont pas accessibles en ligne.

- Enquête de perception sur les risques naturels et technologiques auxquels sont exposés les habitants de la Ville de Niort. Le questionnaire a été diffusé en ligne du 9 au 23 mars 2015<sup>16</sup>.
- Hautier C. Etude qualitative exploratoire sur la perception des risques naturels majeurs par les Français. Etude réalisée pour l'Institut de Radioprotection et de sûreté nucléaire, le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable (Direction de la prévention des pollutions et des risques), ainsi que l'Université de Paris IV Sorbonne<sup>17</sup>.
  - Résumé disponible en ligne : « L'objet de ce rapport est de mener une analyse qualitative exploratoire, à court terme, de la manière dont les Français se sentent exposés aux différents risques naturels extrêmes et jusqu'où leur imagination peut les porter en termes d'inconcevabilité. »

Sont mentionnées ci-dessous d'autres sources, dont les résultats sont disponibles partiellement ou intégralement en ligne

- **Justine** Fenet **et Éric** Daudé, « La population, grande oubliée des politiques de prévention et de gestion territoriales des risques industriels : le cas de l'agglomération rouennaise », *Cybergeo: European Journal of Geography* [En ligne], Espace, Société, Territoire, document 932, mis en ligne le 07 février 2020.
  - Résumé disponible en ligne: « Dans le cadre du programme de recherche ESCAPE qui porte sur les stratégies d'évacuation massive des populations en gestion de crise, nous avons réalisé en 2018 une enquête sur l'agglomération rouennaise. Cette enquête portait sur la connaissance du signal d'alerte et des consignes de sécurité chez les populations exposées à un risque industriel. L'accident de l'usine Lubrizol survenu le 26 septembre 2019 donne une acuité toute particulière à cette étude menée un an auparavant. Plus de 70% des personnes interrogées ne connaissent pas le signal national d'alerte émis

<sup>&</sup>lt;sup>16</sup> Lien vers le questionnaire : <a href="https://www.vivre-a-niort.com/fileadmin/ville/user-upload/tx-userpressedoc/2015-02-">https://www.vivre-a-niort.com/fileadmin/ville/user-upload/tx-userpressedoc/2015-02-</a>

<sup>24</sup> ENQUETE EN LIGNE RISQUES MAJEURS.pdf

<sup>17</sup> https://side.developpement-durable.gouv.fr/REUN/doc/SYRACUSE/84914/etude-sur-la-perception-des-risques-naturels-majeurs-par-les-français









par les sirènes et près de 60% ignorent les consignes qui y sont associées dans le contexte d'un accident industriel. Ceci se traduirait par une variété de réactions réflexes en cas de déclenchement de l'alerte, qui vont de l'indifférence à la fuite, en passant par l'attente d'informations complémentaires. Les populations non résidentes et les touristes ont les plus faibles niveaux de connaissance des consignes de sécurité en matière de risque industriel. Lorsque les consignes sont connues, elles sont différemment interprétées et suivies selon le moyen de déplacement utilisé par la personne au moment de l'enquête. Pour l'automobiliste, l'abandon du véhicule soulève de nombreuses questions et l'incite à poursuivre son programme de la journée ou fuir la zone. Pour le piéton, trouver un abri peut être un véritable défi en milieu urbain. Une grande majorité des personnels de sécurité et des responsables d'établissements que nous avons interrogés ont en effet déclaré ne laisser entrer personnes dans leur établissement en cas d'alerte. Des pistes d'amélioration peuvent être alors proposées: (i) intensifier les programmes d'informations préventives et diffuser plus largement aux populations qui fréquentent une zone à risques industriels, (ii) privilégier des moyens d'alerte inscrits dans une logique de communication multicanale pour informer au plus vite les populations présentes dans une zone de danger et (iii) renforcer l'implication des personnels des établissements recevant du public dans la mise en sécurité des populations. Ces trois composantes sont à initier ou à consolider pour réduire l'exposition et la vulnérabilité des populations face à un accident industriel. »18

- Alexia Lopez, Isabelle Régner, Alexandra Schleyer-Lindenmann. Rapport d'étude: La perception des risques majeurs par les riverains du CEA de Cadarache. [Rapport de recherche] Aix-Marseille Université et ESPACE UMR 7300. 2015. ffhal-01300871
  - Résumé disponible en ligne : « Ce rapport d'étude vient répondre aux interrogations de son commanditaire, la CLI (Commission Local d'Information) du CEA (Commissariat à l'énergie Atomique) de Cadarache. Il s'organise en trois parties : une première partie établit un état des lieux des connaissances des risques majeurs par les habitants. Les risques majeurs officiellement recensés sont : le risque feu de forêt, le risque inondation, le risque sismique, le risque de mouvement de terrain, le risque de rupture de barrage, et le risque d'accident nucléaire. Cette partie questionne également les connaissances des réflexes à avoir en cas d'aléa, ainsi que le sentiment de connaissance. La seconde partie de ce rapport est une comparaison des différents risques, qui permet de mettre en exergue les spécificités du risque nucléaire par rapport aux autres risques. Enfin, la troisième partie du rapport est un travail de modélisation où l'on questionne notamment le rapport entre les variables de confiance institutionnelle, de sentiment de connaissance, de connaissance effective et d'attachement au lieu »<sup>19</sup>.

<sup>&</sup>lt;sup>18</sup> L'ensemble de l'article est disponible en ligne : <a href="https://journals.openedition.org/cybergeo/34020#quotation">https://journals.openedition.org/cybergeo/34020#quotation</a>

<sup>&</sup>lt;sup>19</sup> L'ensemble du rapport est disponible en ligne : <a href="https://hal.science/hal-01300871">https://hal.science/hal-01300871</a>









- Enquête qualitative sur la perception des risques industriels auprès des habitants de la Métropole Rouen Normandie. Menée en partenariat avec l'Institut pour une Culture de Sécurité Industrielle (ICSI), l'Université de Rouen Normandie et le sociologue Pierre Lenel, cette étude s'est déroulée en deux phases : 90 entretiens avec des habitants, des élus, des associations et des industriels (avril à juin), puis un questionnaire en ligne ayant collecté 440 réponses (juin à juillet).

#### o <u>Principaux enseignements de l'enquête disponibles en ligne</u> :

- « Une forme de déni : la conscience du danger est bien présente chez les populations rencontrées, mais l'on constate que le danger est refoulé et une forme de fatalisme s'est installée. Un accent sur les nuisances : une plus grande importance est accordée aux nuisances quotidiennes (bruit, odeur, fumée...) qu'aux risques majeurs (incendie, explosion, nuage toxique) qui sont, eux, peu perceptibles. Il apparaît donc plus facile de mobiliser les populations sur les nuisances quotidiennes que sur les risques majeurs.
- Une inquiétude sur la santé: les craintes les plus exprimées face aux activités industrielles portent sur les impacts sanitaires à court, moyen et long terme. La suspicion prédomine sur les informations communiquées suite à un incident ou un accident, avec l'entretien de la croyance populaire d'une institution qui dissimulerait la vérité.
- Un défaut d'information : les avis exprimés pointent un défaut d'information sur les risques majeurs, notamment sur les consignes en cas d'accident. 57% des répondants disent ne pas connaître les consignes de sécurité.
- Une géographie des préoccupations: pour les populations les plus éloignées des sites industriels, le risque apparaît comme trop lointain. Pour les populations riveraines en revanche, ce risque est un bien identifié. Il est néanmoins refoulé.
   L'analyse géographique des réponses confirme l'existence de l'effet « barrière » de la Seine: la perception des risques et plus faible en rive droite qu'en rive gauche, pour une même distance par rapport aux sites industriels »<sup>20</sup>.
- « Incendie des usines Lubrizol et Normandie Logistique : conséquences potentielles pour l'homme et l'environnement, perception et résilience »<sup>21</sup>.

<sup>20</sup> Ces conclusions ont été directement reprises de la page consacrée aux résultats de l'étude sur le site de la Métropole Rouen Normandie : <a href="https://www.metropole-rouen-normandie.fr/actualite/2022/perception-des-risques-industriels-les-habitants-temoignent-42780">https://www.metropole-rouen-normandie.fr/actualite/2022/perception-des-risques-industriels-les-habitants-temoignent-42780</a>

<sup>&</sup>lt;sup>21</sup> Le rapport complet de résultats est disponible en ligne : <a href="https://turn.univ-rouen.fr/wp-content/uploads/2022/06/Rapport-Phase-1-COPHERL-1.pdf">https://turn.univ-rouen.fr/wp-content/uploads/2022/06/Rapport-Phase-1-COPHERL-1.pdf</a>









#### Que retenir de cette recherche documentaire?

Sur la base de la lecture de ces différents documents, nous faisons le constat de plusieurs convergences des résultats de ces études, quelle que soit l'échelle d'analyse adoptée pour chacune d'entre elles (niveau local, France métropolitaine, France entière).

En France métropolitaine comme dans les DROM-COM, les craintes se portent particulièrement sur les catastrophes naturelles liées au changement climatique. Il règne par conséquent le sentiment que les catastrophes seront amenées à se multiplier à l'avenir du fait de ce dernier.

- Les études ont démontré une hiérarchie entre les risques les plus préoccupants. Les craintes jusque-là exprimées se portaient principalement sur les catastrophes naturelles liées au changement climatique, avec toujours à l'esprit qu'elles viendraient à être plus fréquentes à l'avenir. Les catastrophes technologiques ne sont citées que dans un second temps, que ce soient les catastrophes nucléaires ou industrielles.
- En ce qui concerne les risques technologiques, les plus craints demeurent les risques liés aux centrales nucléaires. En revanche, la recrudescence dans le débat public de l'indépendance énergétique de la France a donné un nouveau souffle au programme nucléaire français, avec un net regain de la volonté de construction de nouvelles centrales et ce, malgré les risques.

En spontané, les répondants déclarent qu'ils ne sont pas suffisamment informés sur les risques auxquels ils peuvent être confrontés, mais sont pour autant divisés sur la question de la participation aux prises de décisions.

Le niveau d'information pour l'ensemble des risques étudiés dans ces études est très nettement améliorable. La grande majorité des répondants pour chaque étude ne se juge pas suffisamment bien informée et souhaite en savoir davantage. Pour autant, la participation aux processus de décision divise beaucoup les Français, et ce pour plusieurs raisons, principalement le fait qu'ils ne se sentent pas concernés par certains risques, qu'ils soient désintéressés,









ou encore (pour un quart) qu'ils ne se sentent pas légitimes pour se prononcer sur ce sujet.

 Conséquence, les répondants tendent à reporter leur confiance et la responsabilité de la prévention de ces risques à des tiers, principalement les maires, jugés comme les acteurs de proximité les plus aptes à agir sur le sujet.

Malgré les craintes qu'ils expriment à leur égard, les Français peinent à adopter des comportements préventifs face aux risques. Cette difficulté se traduit par une minimisation de leur chance d'y être confronté, et une méconnaissance de l'exposition de leur propre lieu de vie.

- O Un manque d'informations sur les risques auxquels ils sont exposés est dans un premier temps constaté. Si les communications institutionnelles relatives aux bons comportements à adopter et aux dispositifs préventifs mis en place par divers acteurs peuvent nettement gagner en efficacité auprès de la population, les Français ne cherchent pas pour autant à accroître d'eux-mêmes leurs connaissances sur le sujet. Ils se sentent généralement peu concernés et déclarent que les « autres » se situent dans des situations plus à risque. Cette sous-estimation des chances de réalisation du risque tend à baisser par conséquent leur garde.
- Plusieurs enquêtes locales sur le risque inondation ont permis d'identifier plus précisément chez les Français une méconnaissance de leur situation particulière. Une très grande majorité des répondants n'était alors pas en mesure de dire si son logement se situait dans une zone inondable, ou non. Le constat pour les risques technologiques est le même, puisqu'une grande majorité de répondants a également déclaré ne pas savoir si elle se situait dans une zone classée Seveso. Ceci a pour effet de faiblement les impliquer dans des actions de prévention visant à assurer leur propre sécurité. Ce constat peut d'ailleurs être élargi à d'autres types de risques.

La vigilance et l'acquisition des bons comportements préventifs tendent également à faiblir avec le temps.

La baisse de vigilance est notamment liée à l'absence ou aux rares confrontations avec un événement traumatisant passé. Cette dernière est d'autant plus flagrante à mesure que l'évènement s'éloigne dans le temps, et s'estompe de la mémoire collective. Par exemple, diverses enquêtes locales sur le risque inondation ont démontré qu'entre les périodes de crues, les riverains se situant sur des zones à risque s'informaient très peu sur le sujet.









Davantage exposés aux risques naturels, les habitants des DROM-COM ont des attentes et des craintes beaucoup plus marquées par rapport aux habitants de la métropole. La vigilance est donc beaucoup plus accrue chez les habitants des DROM-COM. Il paraît alors important dans l'analyse des résultats qu'il puisse y avoir une comparaison des réponses entre ces deux cibles.









## **Contacts**



#### **Contacts AFPCNT**

Ghislaine VERRHIEST-LEBLANC, Directrice générale de l'AFPCNT, ghislaine.verrhiest-leblanc@afpcnt.org, 04 65 26 11 71

Boris CALLOT, Adjoint technique à la direction à l'AFPCNT, boris.callot@afpcnt.org, 04 65 26 11 74

Léna VALEANU, Chargée d'études à l'AFPCNT, lena.valeanu@afpcnt.org, 01 84 79 97 78



## **CONTACTS IFOP** - DEPARTEMENT OPINION ET STRATEGIES D'ENTREPRISE

François Legrand, Chef de groupe, francois.legrand@ifop.com, 01 72 34 95 71

Lisa Roure, Chargée d'études, lisa.roure@ifop.com, 01 72 34 94 88

Marie-Agathe Deffain, Chargée d'études, marie-agathe.deffain@ifop.com, 01 72 34 95 22